

P?ttering : Faire obstacle au protectionnisme et d?fendre le march? unique europ?en

Publi? le: 26-02-2009



Article de Hans-Gert P?ttering, Pr?sident du Parlement europ?en, a l'occasion du Conseil Europ?en extraordinaire, pr?vu pour le 1 mars 2009.

Ces derni?res semaines, des signaux tr?s inqui?tants ont ?t? envoy?s dans toute l'Union europ?enne. Le march? unique europ?en – l'une de nos plus belles r?ussites – risque d'?tre ?branl? et de subir de s?rieux assauts si nous ne parvenons pas a garder la t?te froide pour prendre des d?cisions concernant la mani?re de surmonter la crise ?conomique.

Lorsque Franklin D. Roosevelt a prononc? son discours d'investiture, en mars 1933, les ?tats-Unis ?taient en pleine d?pression ?conomique. Il a alors eu ces mots inoubliables, qui sont encore d'actualit? aujourd'hui: "La seule chose dont nous devrions avoir peur est la peur elle-m?me."

Compte tenu de la situation ?conomique actuelle, l'anxi?t? des citoyens europ?ens confront?s a la perspective de perdre leur emploi ou leur logement et de devoir changer radicalement leur mode de vie est parfaitement compr?hensible. Mais la peur est un sentiment irrationnel qui, s'il prend le dessus, peut pousser a faire des choix et a prendre des d?cisions irrationnels et cr?er une spirale inexorable.

Dans les temps que nous traversons, nous avons besoin d'une v?ritable autorit? politique, capable de prendre des d?cisions qui peuvent ?tre a la fois dures et impopulaires. Les responsables politiques europ?ens doivent s'efforcer de restaurer la confiance et de r?sister a toute tentation de recourir a une rh?torique populiste, qui pourrait rassurer temporairement leur ?lectorat, mais n'apporterait pas de solution a long terme.

L'ach?vement du march? int?rieur de l'Union europ?enne au d?but des ann?es 1990 – qui a consacr? la libre circulation des biens et des services, du travail et du capital – a permis a nos ?conomies de conna?tre un essor consid?rable. Fond? sur l'id?e que le tout est sup?rieur a la somme de ses parties, le march? unique europ?en est en lui-m?me un moteur pour une croissance durable. Si les consommateurs europ?ens ont acc?s a une plus large gamme de biens et de services de qualit?, sans que les prix soient gonfl?s par des taxes a l'importation et des droits de douane, c'est directement au march? unique europ?en qu'ils le doivent.

Si nous permettions aujourd'hui que des mesures protectionnistes d?organisent ce march? de

P?ttering : Faire obstacle au protectionnisme et d?fendre le march? unique europ?en

plus de 500 millions de consommateurs (si l'on ajoute la Suisse, la Norvige et l'Islande aux 27 ?tats membres), nous saperions la base m?me de notre prosp?rit?.

Les institutions de l'Union europ?enne – la Commission, le Conseil et le Parlement – ont tout particuli?rement le devoir de d?fendre les int?r?ts de la communaut? dans son ensemble, plut?t que des int?r?ts nationaux, r?gionaux ou sectoriels ?troits. La Commission europ?enne, en tant que gardienne des trait?s, doit d?fendre avec d?termination les r?gles du march? int?rieur et prendre des mesures tr?s fermes a l'encontre de tout ?tat membre qui cherche a les enfreindre.

L'actuelle pr?sidence tchique du Conseil a ?galement un r?le majeur a jouer et je salue l'esprit de d?cision du premier ministre Topol?nek, qui a convoqu? un sommet de crise pour le 1er mars, afin de d?battre des derni?res ?volutions. Cette r?union du Conseil europ?en doit garantir que les mesures prises individuellement par les ?tats membres sont compatibles entre elles et ne contreviennent en aucune mani?re aux r?gles du march? int?rieur.

Si chacun des 27 ?tats membres cherchait a "faire cavalier seul", ils n'iraient pas tr?s loin. Un tel nationalisme ?conomique finirait par nuire a ses propres instigateurs, si les autres pays choisissaient de leur "rendre la pareille". Dans les faits, notre march? int?rieur repose sur une s?rie d'interconnexions ?troites, de sorte que des biens produits, disons, en Allemagne, peuvent d?pendre de composants provenant, par exemple, de Pologne et du Danemark, et ktre ensuite commercialis?s, par exemple, en Italie et en Grice. Parler d'"emplois britanniques pour les travailleurs britanniques" ou de "voitures fran?aises fabriqu?es en France" est simpliste et revient a ignorer la complexit? de notre syst?me ?conomique europ?en.

Le Parlement europ?en, en tant que seule institution directement ?lue, d?fendra ?galement vigoureusement les int?r?ts de la communaut? dans son ensemble et de tous ses citoyens. Nous nous opposerons a toute vell?it? de politique protectionniste qui nuirait au march? int?rieur et, en fin de compte, appauvrirait l'Union enti?re vis-a-vis de nos concurrents dans le monde. En tant que l?gislateurs, nous souhaitons voir la loi appliqu?e et respect?e. L'Union europ?enne est fond?e sur l'?tat de droit, si bien que les ?tats membres, qu'ils soient grands, moyens ou petits, sont tous ?gaux devant la loi et qu'aucun d'entre eux ne peut ktre autoris? a s'affranchir de la loi au d?triment des autres.

Le sommet du 1er mars est une occasion pour l'Union europ?enne de montrer clairement au reste du monde que l'Union europ?enne et ses ?tats membres n'ont pas l'intention de se retrancher derri?re des barri?res protectionnistes. Si nous laissons la peur et le populisme imposer une philosophie du "chacun pour soi", le r?sultat en sera un ?chec pour tous. Nous devons rester fid?les au principe europ?en fondamental de solidarit? pour pouvoir surmonter ensemble les difficult?s ?conomiques actuelles.